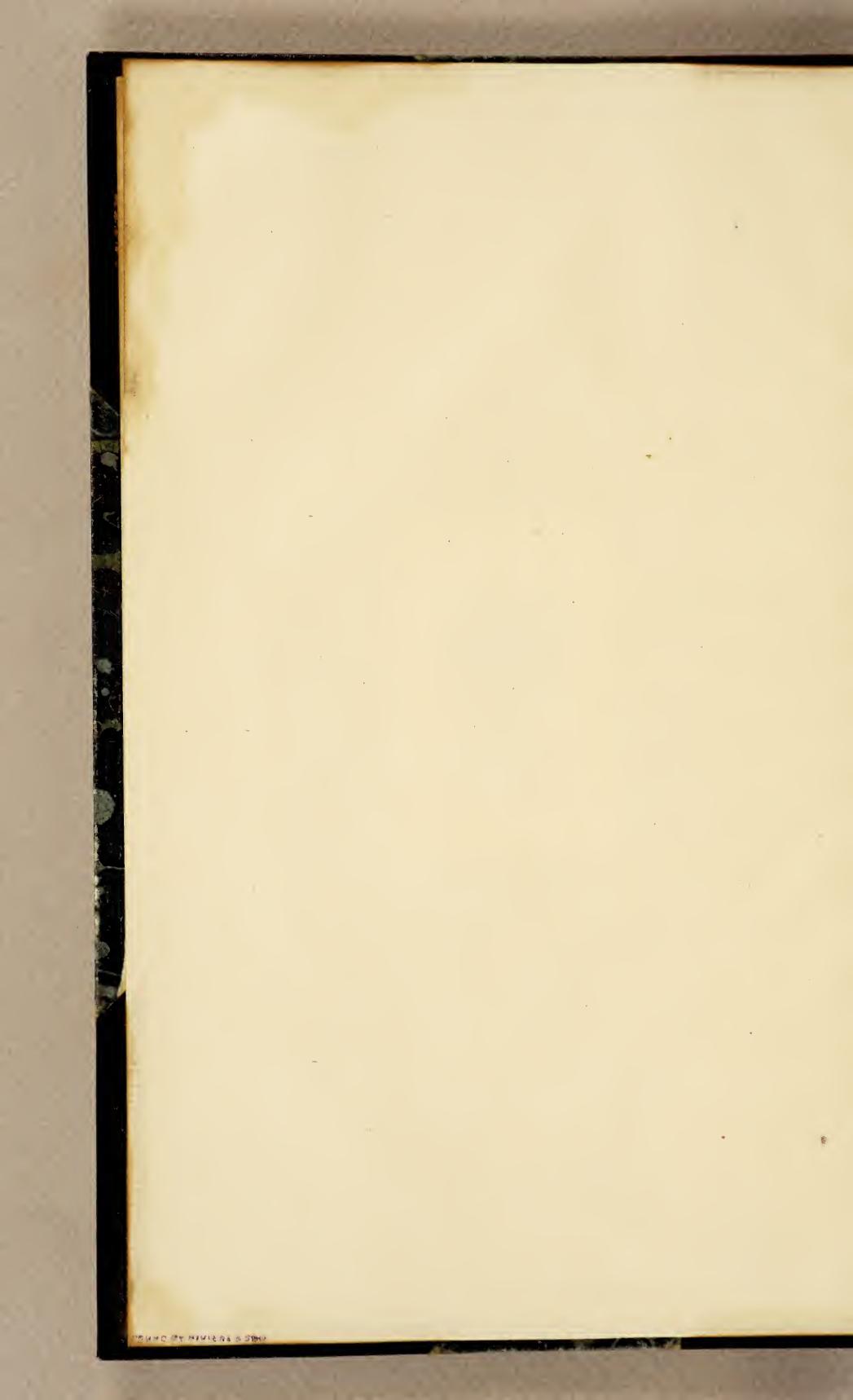
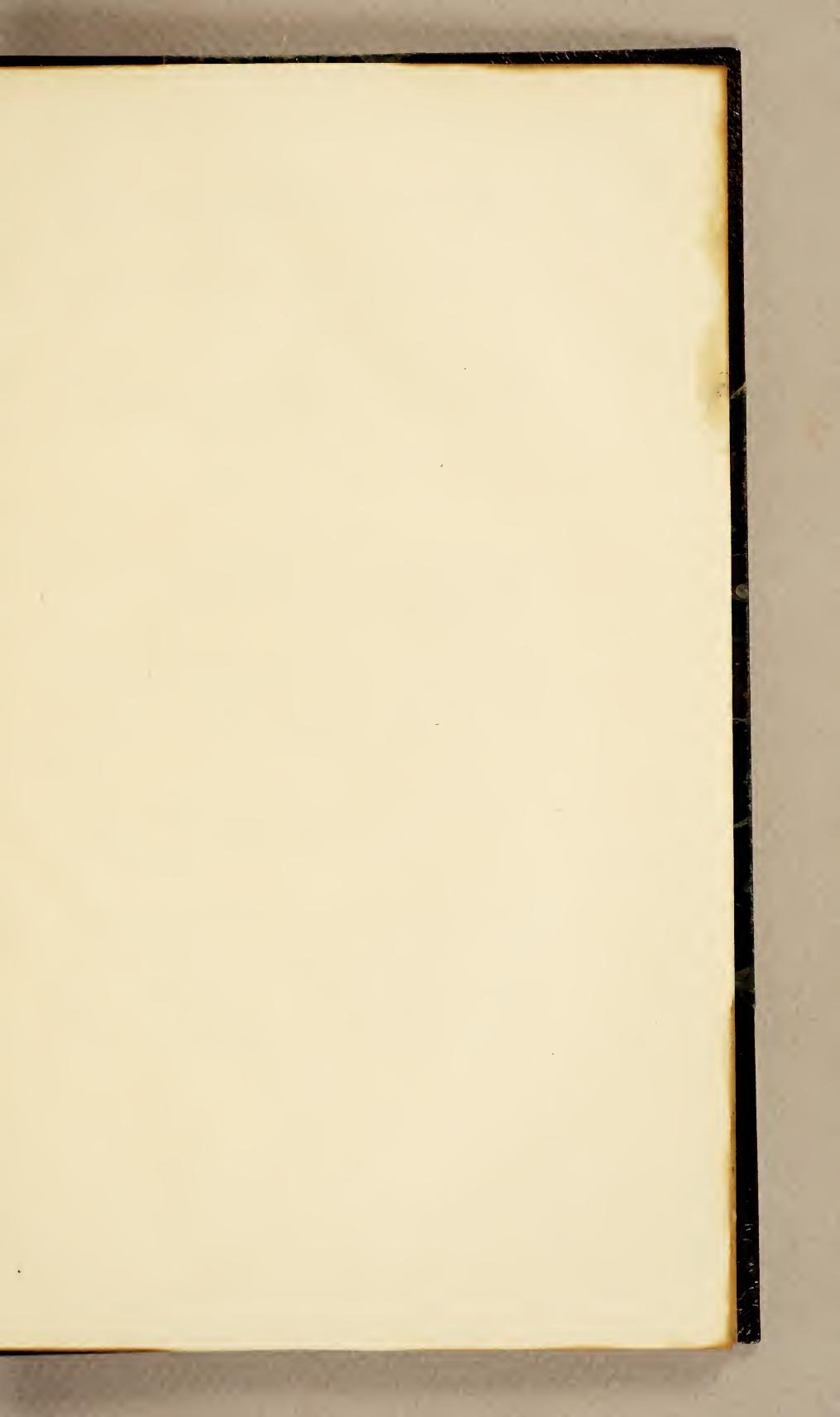


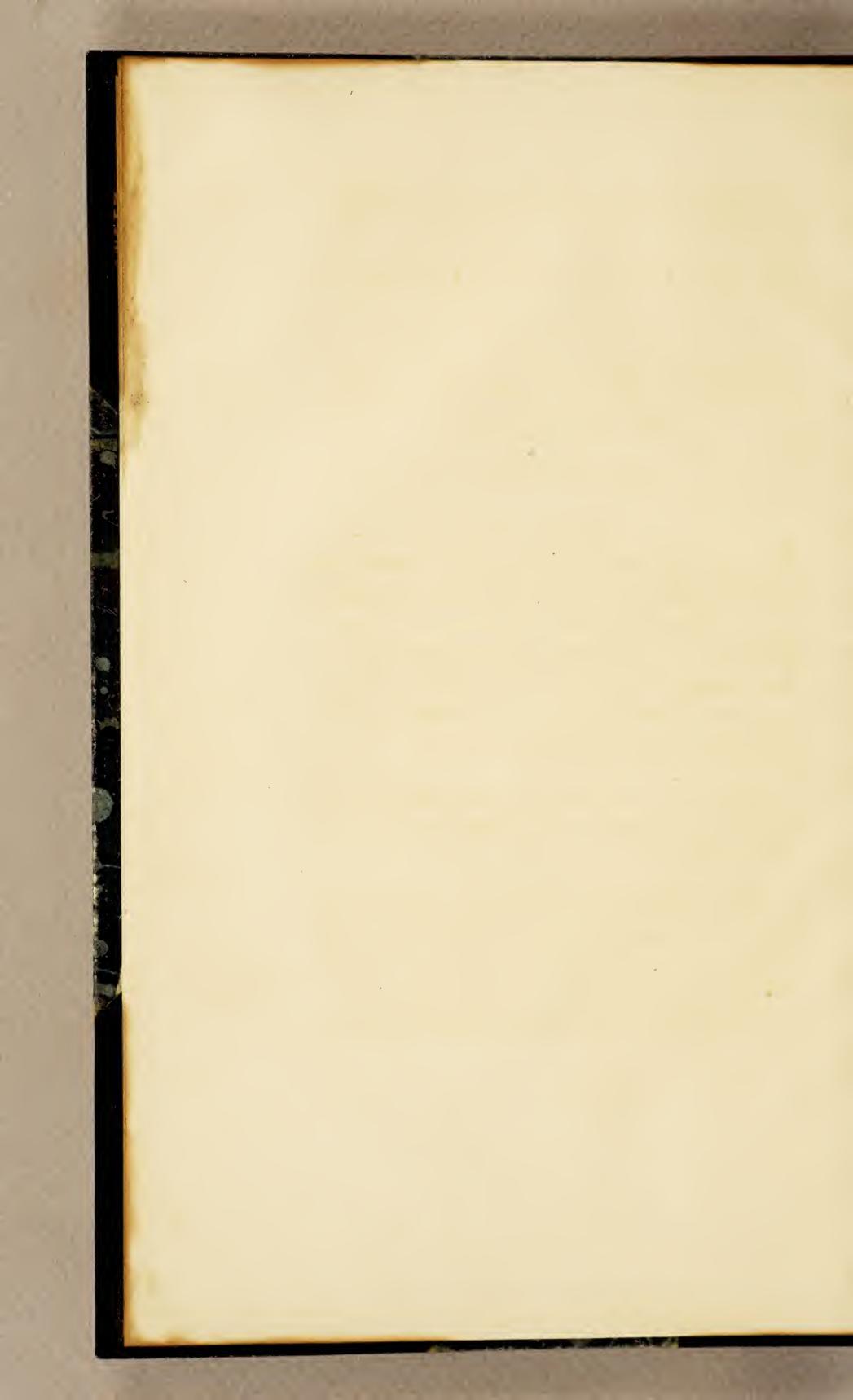


Vahn Carter Brown Library Brown University











NOUVELLE ALLIANCE

A PROPOSER

Entre les Républiques Française & Américaine.

Par DUCHER.

IL n'y a dans les Etats-Unis de l'Amérique ni roi, ni noblesse héréditaire, ni clergé possesseur d'immeubles, ni saint-sacrement national. La liberté de conscience ne seroit pas entiere, si un culte quelconque étoit salarié par les Etats. La terre, non slétrie par la séodalité, y est aussi franche que l'homme y est libre.

Les paysans américains m'ont fait souvent la question suivante : Est-il vrai qu'en France, on se confesse?

Hélas! l'Assemblée constituante avoit chargé le peuple strançois de payer annuellement 77 millions pour des confesseurs sermentés, & environ 66 millions pour des confesseurs, non-sermentés: total 143 millions. C'étoit un article

constitutionel!.... Le scandale de la liste d'un culte, presque égale à la totalité des dépenses ordinaires de la guerre & de la marine, va cesser. Un nouvel ordre de choses nous donnera un nouveau trait de ressemblance avec les Etats-Unis. Bientôt les prêtres en France seront, eomme ceux des dissérentes sectes religieuses dans ces Etats, payés par ceux qui ont souscrit librement pour leur faire un traitement annuel. Les prêtres deviendront réclement utiles dans les campagnes, en enseignant à lire & à écrire. Ce n'est pas là le principal objet pour lequel les Américains applaudiront à l'érection de la France en République.

Les citoyens des Etats-Unis, en observant attentivement toutes les grandes puissances de l'Europe, seront convaincus qu'il n'en est aucune dont la prospérité & l'alliance doivent les intéresser autant que celles de la France. Les liens du sang ou de l'assinité, & l'identité de langage, donnent des affections particulieres. Les causes de l'amitié entre individus, sont aussi variées que celles de l'amour, & ont l'instabitité des passions. Les traités entre individus souverains ne naissent pas l'intérêt des peuples. Toujours divisés ou conjurés, les peuples sont également victimes de leurs ligues ou

de leurs querelles; mais entre deux peuples libres & éclairés, lorsqu'il y a de puissans motifs pour s'unir, l'alliance respectivement de-firée obtient un assentiment général, & devient un nœud autant indissoluble que les plus grands intérêts peuvent l'être. La similitude des principes constitutionnels invite les Français & les Américains à se secourir pour les conserver; ils ont le même souverain, les droits de l'homme.

Il y a dans les Etats-Unis une aristocratie naissante dont les vrais américains sont alarmés. L'Angleterre & l'Espagne sont leurs voisins dans le Continent de l'Amérique. L'Angleterre retient les postes des frontières, & l'Espagne n'ouvre pas la navigation du Mississipi, nonobstant les stipulations des traités de 1783, en faveur des Américains. Le Canada a reçu depuis peu une constitution quasi britannique, un sénat héréditaire, une chambre très-basse, & un gouverneur avec un veto. La Floride & les vastes contrées à l'ouest du Mississipi, sont entiérement Espagnoles. La liberté américaine a donc des ennemis sur les limites de son territoire; on assure même qu'il existe dans l'intérieur quelques habitans dont les opinions différent peu de celles de nos ci-devant-grands & petits seigneurs.

Louis XVI, despote, s'étoit uni avec l'Espagne contre Georges III, pour assurer aux Américains le républicanisme, qui n'étoit pas alors en France, & dont on est encore bien éloigné à Madrid. Louis XVI, roi constitutionnel, auroit encore pu se liguer avec Georges III & avec l'Espagne, pour monarchiser le nouveau monde; cette conjuration n'eût été ni plus dissicile, ni moins odieuse que la coalition de la Prusse & de l'Allemagne contre la France.

Français, Américains, soyez unis; répondezvous réciproquement de votre existence politique, de la constitution que vous vous êtes donnée, de la totalité de vos possessions. Votre intérêt national vous le commande des à présent; le bonheur des générations futures dépend peut-être d'une alliance plus ou moins prochaine entre vous. Que la souveraineté des peuples soit garantie dans les deux hémispheres, par les deux premiers peuples du monde, & l'Europe sera libre. La nouvelle constitution générale des Etats-Unis garantit à chaque Ftat de l'union une forme républicaine de gouvernement & protection contre toute invalion étrangere & insurrection intérieure. Si les républiques française & américaine se jurent solennellement une semblable garantie, tous les tyrans seront anéantis.

Une plus grande sûreté pour le maintien des constitutions & la conservation des territoires, ne sera pas pour les républiques française & américaine le seul avantage qui résultera de leur alliance Le commerce des Américains recevra un accroissement qui fera une des bases les plus solides de leur force nationale. Leur pavillon n'est point admis dans les îles anglaises & espagnoles de l'Amérique. Les importations des Etats-Unis dans ces Colonies, ne peuvent y être faites que par des bâtimens anglais ou espagnols. Les Anglais en Europe, ne consomment pas le cinquieme des denrées qu'ils y importent des Etats Unis. Le commerce est actif au prosit des Américains, en France, et surtout dans les îles françoites; il est pour eux une compensation du commerce passif dans les ports de ces Etats, au profit de l'Angleterre Un acté de navigation décrété réciproquement entre les deux républiques, sera le produit de leur nouvelle alliance, & angmentera leur commerce maritime. Leurs armateurs commenceront à jouir des profitsque leur ôtent des navigateurs intermédiaires. La navigation étant indirecte entre les deux

empires, les rapports entre les individus seront plus intimes & plus fréquens.

Quelle est la nation qui peut consommer une plus grande quantité des productions des Etats Unis, soit en Europe, soit dans les Indes occidentales? la France.

Avec quelle nation les Américains aurontils plus de profits de navigation ou du frêt de leurs productions, qui est environ moitié de la valeur de plusieurs? avec la France.

Quelle nation peut fournir à meilleur marché les denrées ou marchandises que les A méricains ne récoltent ou ne manufacturent pas? la France.

Les Etats-Unis doivent donc être liés commercialement avec la France, plus qu'avec aucune autre nation. Les plus grands, les plus chers, intérêts doivent donc déterminer les deux républiques à former entre elles un pacte national pour se garantir territoire, indépendance, républicanisme & commerce.

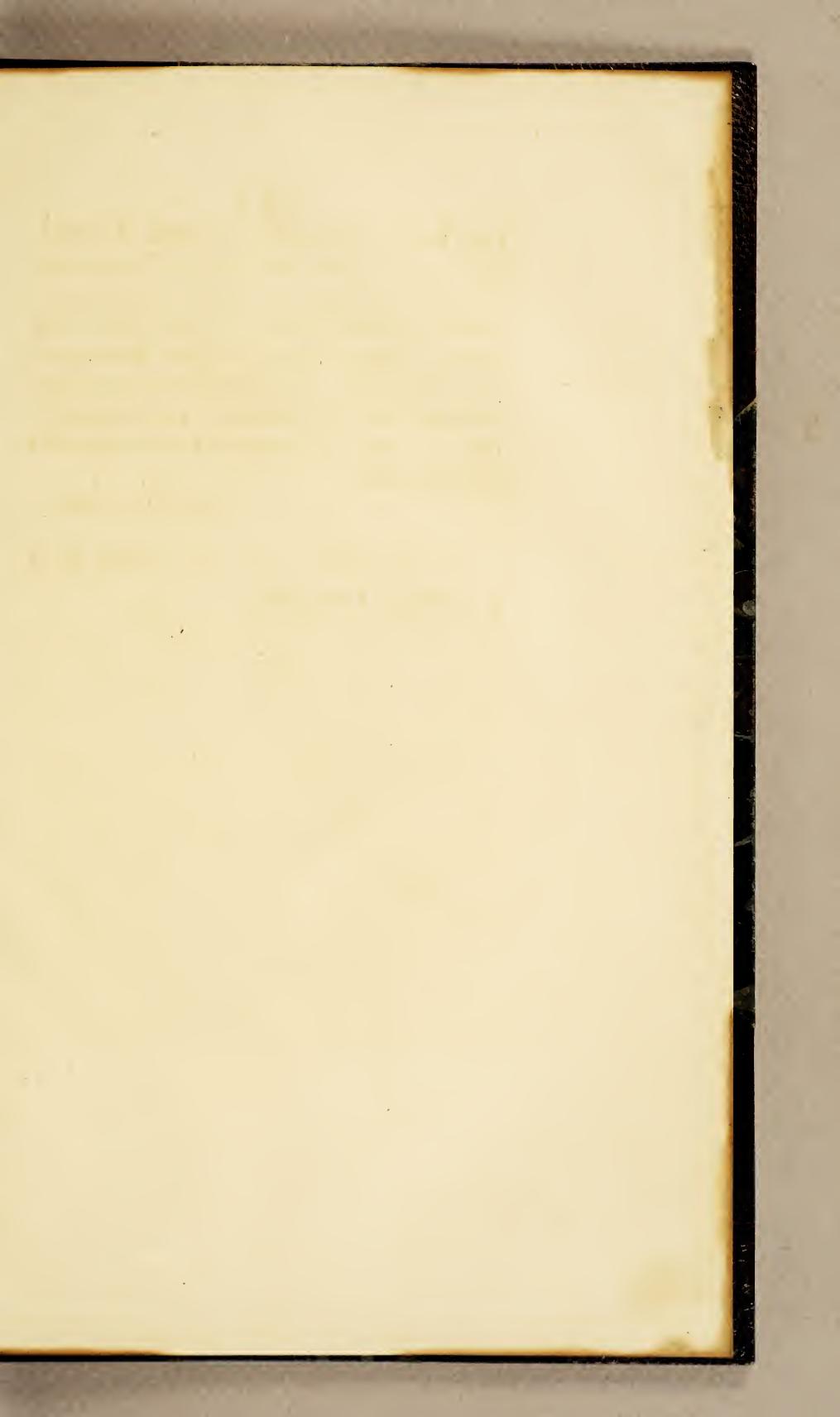
Les Français veulent être libres, & déclarent qu'ils ne feront jamais le guerre contre la liberté d'aucun peuple; pourquoi ne trouveroient-ils pas dans l'affection des peuples, le dédommagement de la haine que leur ont vouée les rois? La dette de l'ancienne servitude des Français sera totalement acquittée par la vente des biens de la couronne, du clergé & des émigrés; la république auroit-elle à supporter la plus longue des guerres, les ressources pécunaires ne manqueront point au courage : si tous les Français sont soldats, toutes les propriétés particulieres sont la fortune publique.

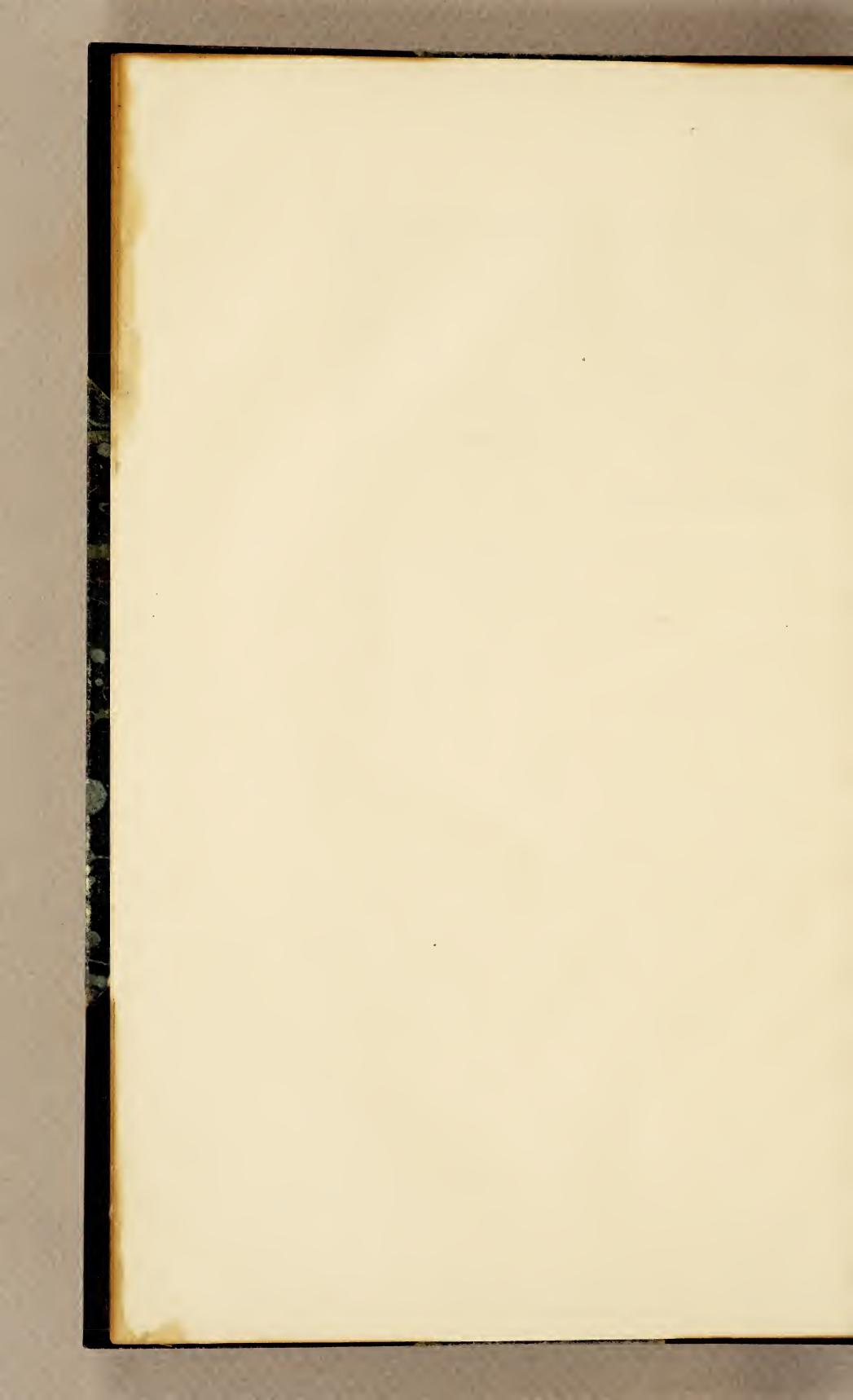
Si la France n'a point de guerre maritime à foutenir, elle peut seule résister aux attaques combinées de toutes les puissances territoriales de l'Europe: & vous, Citoyens des Etats-Unis, vous jouirez de la paix; vos bâtimens continueront de porter en France & dans ses Colonies les denrées & producctions de la terre où vous avez si courageusement combattu pour votre liberté; mais si l'Angleterre & l'Espagne nous attaquent, un grand danger vous menacera alors vous - mêmes: gardes américaines de tous les Etats, armez-vous alors, marchez aux posies des frontières; ouvrez la navigation du Mississipi, les Français de la Louisiane & du Canada combattront

avec vous; navigateurs des Etats du Nord, Bostoniens, marins intrépides, ce sera le moment de vous venger d'avoir été depuis la paix exclus des Isles anglaises & espagnoles, avec autant de hauteur que d'injustice. Elevons au même instant sur tous nos vaisseaux les pavillons des deux Républiques, nous triompherous de tous les ennemis de notre mutuelle indépendance.

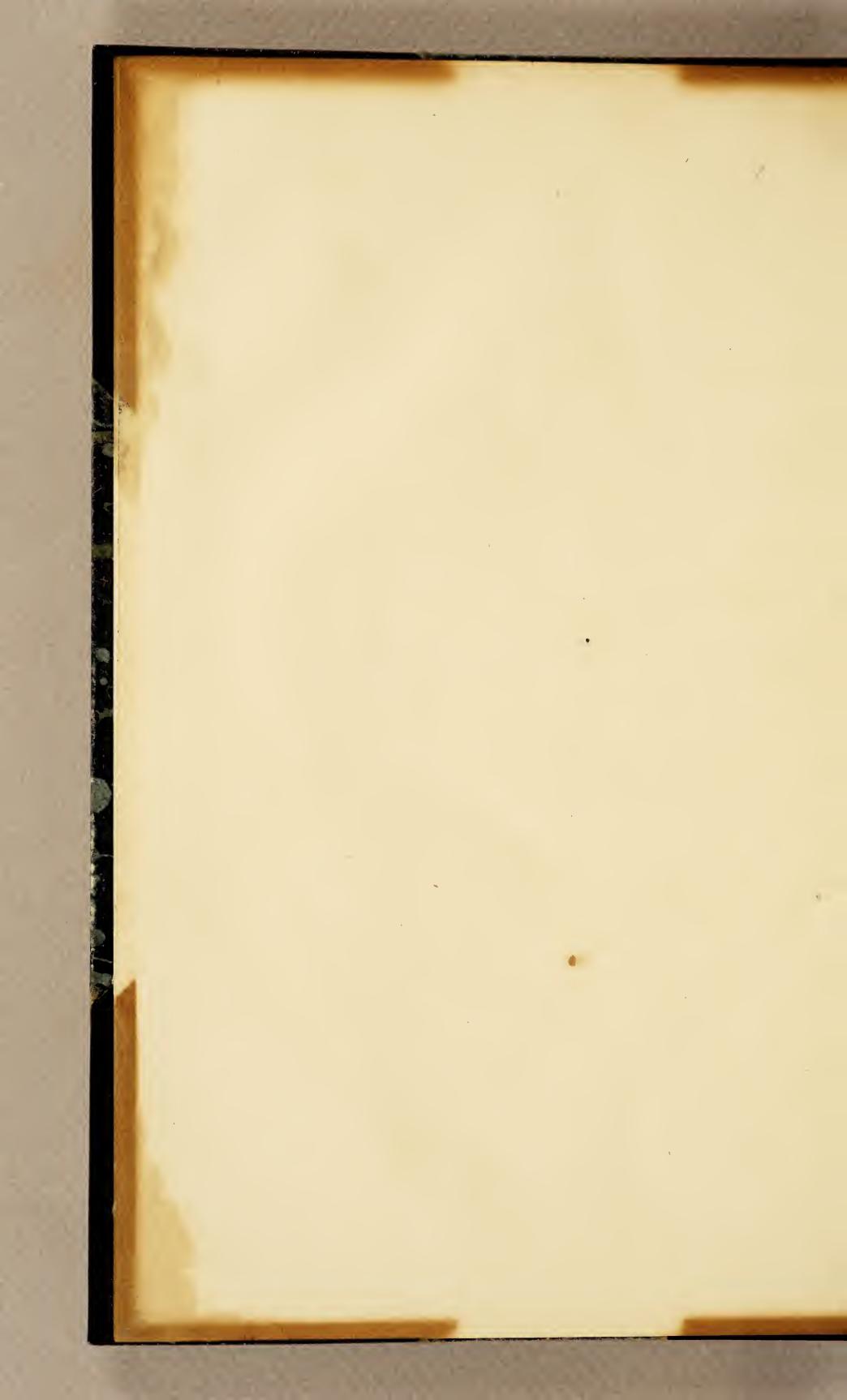
Signé, DUCHER.

20 Septembre 1792, l'an premier de la République Française.









E792 D828n

